

À L'APPEL DU SNPSP

Les praticiens de la santé publique en grève dès demain

Les praticiens de la Fonction publique maintiennent leur appel au débrayage. Le conseil national du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a opté pour une grève nationale dès demain ponctuée par des rassemblements au niveau des wilayas puis du ministère de la Santé au regard des nombreux dossiers en suspens. La grève reprendra, par la suite, les 5 et 6 mai prochain.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)- La grève dans le secteur de la santé aura bel et bien lieu. Le SNPSP maintient son mot d'ordre de grève. Il avait déposé un préavis de grève en date du 12 avril et, treize jours après, le ministère de la Santé n'a initié aucune démarche pour une réunion de conciliation, comme le prévoit la loi. Résultat : les praticiens de la santé seront en grève dès demain. Ils observeront des sit-in au niveau des wilayas. Ils renoueront,

les 5 et 6 mai prochain, avec la grève et observeront un rassemblement devant le ministère de la Santé.

Le président du SNPSP expliquait, hier, que le recours à ce mouvement de protestation était motivé par l'attitude du ministère de tutelle qui n'a pas répondu à plusieurs des revendications qui sont sur la table de négociations depuis de longues années déjà.

Le SNPSP réclame la promotion automatique des praticiens ayant plus

de dix ans d'ancienneté. Ils sont entre 4 000 à 45 000 praticiens concernés à attendre cette promotion, gelée depuis 2008. Le D^r Merabet explique qu'entre 2008 et 2012, le ministère de la Santé n'a pas fait son travail. Pourtant, le syndicat avait accepté d'abandonner l'idée des retombées financières de l'effet rétroactif de ces promotions. Résultat : en 2012, le SNPSP avait intenté une action en justice contre le ministère de la Santé. Le dossier est actuellement au niveau du Conseil d'Etat. Parallèlement, le SNPSP avait saisi le gouvernement et, le 16 septembre 2014, les praticiens avaient eu gain de cause puisque dans une correspondance de la chefferie du gouvernement, il saisissait le ministère de la Santé pour demander l'application de la loi et la promotion des praticiens. Force est de constater, regrette le D^r Merabet, que la majorité des structures sanitaires ne l'ont pas fait. Résultat

logique, dit-il, le SNPSP a décidé de boycotter les concours que compte lancer le ministère de la Santé pour la promotion des praticiens.

Le syndicat estime ne pas pouvoir imposer à des praticiens qui ouvrent le droit à une promotion automatique à des personnes qui devraient y avoir droit de manière systématique. Le SNPSP se dit «non concerné» par un concours pour lequel il n'a été nullement associé. Autre revendication du Syndicat des praticiens de la santé publique, la cohabitation de deux diplômes pour les médecins généralistes, les pharmaciens et les dentistes. En effet, depuis que le cursus universitaire de ces derniers a été modifié, la Fonction publique classe différemment les praticiens de l'ancien et du nouveau cursus. En 2013, il y avait pourtant eu un accord avec le ministère de la Santé. Le SNPSP avait accepté l'idée de sou-

mettre les praticiens de l'ancien système à une formation continue de six mois pour pouvoir être classés comme leurs collègues du nouveau cursus. Malheureusement, selon le D^r Merabet, rien n'a été fait pour permettre à des praticiens exerçant le même métier d'être classés de manière identique. Le SNPSP exige également la réouverture du statut particulier. Le président du SNPSP estime être aujourd'hui très à l'aise pour revendiquer l'ouverture de ce dossier. Il avait, dit-il, accepté la décision d'Ouyahia qui avait gelé, en 2011, l'ouverture de l'ensemble des statuts particuliers. Maintenant, dit-il, que d'autres secteurs ont arraché le droit d'ouvrir leur statut particulier, les praticiens sont en droit d'exiger le même traitement. Le SNPSP maintient la session de son conseil national ouverte et évaluera au fur et à mesure son action.

N. I.

L'AMBASSADRICE DU
CANADA EN ALGÉRIE DEPUIS
ORAN :

«Ce centre est un appui
humanitaire à ces
femmes et à ces
enfants vulnérables »

Ce samedi, M^{me} Isabelle Roy, ambassadrice du Canada en Algérie, en présence des délégués de la Communauté européenne (co-financeurs du projet) et des représentants des différentes organisations et associations partenaires, a procédé à l'inauguration du Centre d'accueil femmes et enfants migrants d'Oran (Cafemo).

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Prenant la parole pour l'occasion, Monseigneur Jean-Paul Vesco, évêque d'Oran, dira que ce projet a déjà une histoire ancienne. «Alors que je venais d'être nommé évêque, je voyais partout beaucoup de ventres de femmes migrantes s'arrondir et on s'est dit qu'est-ce qui va se passer avec tous ces enfants qui vont naître ?».

A partir de là a germé l'idée d'accompagnement et de prise en charge des enfants, mais le centre Pierre-Claverie ne pouvait pas être adapté. «Le projet a mûri et on s'est rappelé d'un terrain que nous avions et qui pouvait être aménagé pour la circonstance.» C'est la situation de grande fragilité de ces femmes en situation de migration qui a amené les initiateurs de ce projet à s'orienter vers un accompagnement des femmes en migration et avec enfants. En quête de financement, les porteurs du projet étaient ravis par l'annonce exprimée par l'ambassade du Canada d'un financement substantiel, qui a couvert à peu près le tiers des frais engagés pour le défrichage et la construction des deux premiers chalets. Pour information, le bois ayant servi à la construction de ces chalets est d'originare du Canada.

Pour sa part, M^{me} Isabelle Roy, ambassadrice du Canada en Algérie, estime que ce projet constitue une aide pour ces femmes en situation de migration, à ce qu'elles répondent à la question : qu'est-ce que je vais faire de ma vie ? Et de préciser «nous avons un petit budget, qui est dédié à des projets qui s'inscrivent dans les priorités du Canada. C'est notamment la protection des droits humains de la personne, de la femme, protection contre la violence faite aux femmes, aux personnes vulnérables. Ce projet a répondu de façon impeccable aux priorités du Canada de politique étrangères».

Pour M^{me} l'ambassadrice, il s'agit là d'une réponse qui a été faite à un avis d'appel d'offres pour les projets de cette année. «On a estimé qu'à Oran, avec la participation de toutes ces associations, c'était une garantie de succès pour justement répondre à cette priorité dont je vous parle, c'est-à-dire un appui humanitaire à ces femmes et à ces enfants vulnérables.» Nommée en Algérie il y a à peine huit semaines, M^{me} l'ambassadrice du Canada en Algérie a évoqué, avec la presse, ses missions, notamment les priorités du Canada dans le secteur commercial. «Le secteur de l'alimentaire et de l'agroalimentaire fait partie des priorités : cette semaine, nous avons à Alger la mission d'un groupe d'associations d'entrepreneurs canadiens engagés dans l'exportation de blé, de céréales, de lentilles, de légumineuses, ce à quoi l'Algérie est très intéressée. C'est une mission qui a marché de façon remarquable vu le nombre de partenariats qu'ils ont pu nouer avec des opérateurs économiques algériens».

A. B.

CONCOURS DE PASSAGE AUX GRADES SUPÉRIEURS
DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES DE SANTÉ PUBLIQUE

Le SNMGSP appelle à la participation

Le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP) appelle tous les médecins généralistes à participer au concours de passage aux grades supérieurs. Selon lui, il ne faut pas rater cette opportunité, «unique en son genre».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le SNMGSP, la promulgation récente des arrêtés d'ouverture des concours de passage aux grades supérieurs des médecins généralistes de santé publique constitue l'aboutissement de ses efforts soutenus depuis plusieurs années.

«L'obtention des dérogations de transformation des postes budgétaires et d'organisation des concours dans nos instituts représente des résultats tangibles et indéniables permettant le passage massif de tous nos confrères aux grades supérieurs en respectant les dispositions réglementaires en la matière», affirmait le D^r Salah Laouar, président du SNMGSP, hier, lors du conseil national du syndicat tenu à Alger.

Selon lui, il s'agit d'une première depuis l'indépendance qu'il ne faut pas laisser passer. «Dorénavant, ce concours ne sera organisé qu'en fonction des postes budgétaires libérés», ajoute-t-il.

Il appelle ainsi tous les médecins généralistes à saisir cette opportunité en prenant part au concours.

Dénonçant la campagne d'«intox» et de «parasitage» menée par certains syndicats du secteur, le D^r Salah Laouar estime qu'aucun syndicat ne doit se substituer aux missions de l'administration pour la recevabilité des dossiers des candidatures. Par ailleurs, le président du SNMGSP exprime les préoccupations du syndicat quant à l'avenir du médecin généraliste. «Certes, nous avons beaucoup avancé

LANCEMENT DU PROJET DE SÉQUENÇAGE DU GÉNOME
DE LA POPULATION ALGÉRIENNE

La génomique, une révolution médicale

Le projet pour le séquençage du génome de la population algérienne a été proposé hier au niveau du Centre de recherches en biotechnologie, sis à la nouvelle ville Ali-Mendjeli.

Ce méga projet, au demeurant très ambitieux, a fait l'objet d'une rencontre internationale avec la participation de plusieurs sommités scientifiques, à l'image du professeur Messaoud Zitouni, M^{me} le professeur Mentouri, Kamel Sanhadji ainsi que des représentants des différents ministères dont celui de la Défense nationale. Initié conjointement par la directrice du CRBT, Halima Benbouza, et le docteur Walid Dridi, ce projet qui a reçu l'aval du gouvernement, est considéré comme projet national et l'une des priorités des pouvoirs publics. A la faveur de l'avancée spectaculaire dans la génomique, le séquençage du génome de la population algérienne est une nouvelle donne de santé publique incontournable qui concerne l'identification du génome humain, principal transmetteur de l'information de notre ADN.

L'exposé donné dans une de nos précédentes éditions par le professeur K. Sanhadji (voir édition du jeudi 23) a mis en évidence l'apport de telles connaissances dans le traitement des pathologies et en particulier le cancer. Sur ce point, la communication du professeur Messaoud Zitouni a été, on ne peut plus claire, s'agissant du caractère urgent de ce séquençage pour

atténuer d'énormes souffrances, mais plus encore pour freiner une courbe ascendante de ce phénomène effarant de par des statistiques sans appel. De 11 000 cas, durant les années 2000, on est passé à 50 000 actuellement, l'évolution ne fait que croître. Pire encore, et selon le conférencier : «la diversité de cette pathologie se chiffre en centaines, c'est dire toute la difficulté à lutter contre ce mal». Selon le plan national cancer 2015-2019, ce projet apportera des réponses certaines par un meilleur diagnostic et donc un traitement adéquat, ceci, en améliorant les conditions de dépistage précoce.

Son collègue, le professeur en immunologie, la générale Mamouzi, dans sa communication, avait mis l'accent sur l'identification du génome humain qui servira à potentialiser les transplantations d'organes, notamment rénales. Le professeur Graba du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, bailleur de fonds de tout ce qui concerne la médecine, évoquera les coûts faramineux des dépenses de l'Etat en matière de santé publique. Plus contradictoire, il dira que les médicaments remboursables n'ont plus les effets escomptés sur les patients du fait des mutations génétiques avérées

sur les populations et qui en sont la source. L'apport de la génomique constitue une réelle alternative, d'une part pour mieux diagnostiquer une maladie, et d'autre part, adapter les médicaments adéquats, c'est ce que l'on appelle l'épimédicament. En effet, en plus de 1 000 essais cliniques, plus d'une centaine de ce type de médicaments est commercialisée à travers le monde.

Le représentant du ministère de la Santé publique et de la Réforme hospitalière, le professeur Arada, insiste pour sa part sur la réussite de ce projet en mettant en avant son caractère innovatif. Le traitement du génome humain est devenu un impératif sérieux pour la santé publique mondiale, et notre pays, soucieux de préserver celle de ses citoyens est en devoir d'encourager cette initiative où d'importants moyens de tout ordre, ont d'ores et déjà été octroyés, malgré leur cherté.

La ressource humaine ; bien que la pâte existe, comme tenait à le souligner la directrice du CRBT, d'autres compétences sont à former dans l'immédiat, car le projet en lui-même requiert une multitude d'experts et ce, dans beaucoup de domaines. A ce sujet, la représentante du MDN, la professeur Mamouza, insistera sur ce qu'elle appelle «la mutualisation des équipements». En fait, ce projet nécessite, non seulement une collaboration nationale, mais internationale

aussi. Sur le plan national, les différentes unités de recherches réparties à travers le territoire national sont appelées à une collaboration des plus étroites, certes, l'exécution du projet a été confié au CRBT, mais, comme l'avait souligné sa directrice, c'est une affaire d'intérêt national et par conséquent, nous avons besoin de tous. Sans votre apport «ce projet, serait voué à un échec patent». Les recommandations attendues pour la deuxième journée confirmeront sans nul doute le démarrage effectif de ce projet, comme nous l'avait confirmé le professeur, Walid Dridi, non sans une méthode de travail proposée par le professeur Mentouri et dont le professeur A. Aberkane, chairman de ces journées, dira «Il est clair qu'un tel projet ne se fera pas sans une large concertation de tous et partant, sans une méthodologie qui doit recevoir l'aval de tous les acteurs du monde de la recherche».

Optimiste pour quelqu'un qui n'avait cessé de prôner une loi sanitaire en adéquation avec son époque, il semble avoir trouvé enfin une réponse dans ce projet, qui, il faut le mentionner, est d'une dimension internationale, porteur d'espoir de milliers de patients. Les maladies dites orphelines ont été évoquées largement au même titre que les maladies génétiques où ce séquençage demeure un réel espoir.

N. Benouar